

Quand les Asiatiques rentrent au pays

ARNAUD RODIER avec MARIE-FRANCE CALLE (À DELHI).

Publié le 19 octobre 2006



Pour inciter leurs ressortissants à revenir chez eux, la Chine, l'Inde et le Vietnam multiplient les opérations de charme et mobilisent leurs administrations.

(DR).

Chinois, Vietnamiens, Coréens, Indiens... Ils sont de plus en plus nombreux à vouloir retourner chez eux. Leurs gouvernements, souvent, leur font les yeux doux.

ON LES APPELLE les *Huaqiaos*, les « Chinois d'outre-mer ». Ils seraient 30 millions en Asie du Sud-Est, 1,5 million en Amérique du Nord, 600 000 en Europe. Ils sont, pour la plupart d'entre eux, partis pour fuir le communisme et la misère. Ils ont monté des affaires prospères aux quatre coins du monde. Mais à présent que la Chine s'ouvre à l'économie de marché, ils sont de plus en plus nombreux à vouloir revenir.

Les jeunes générations ont fait de brillantes études aux États-Unis, en Australie, en Angleterre, en France. Ils veulent gagner de l'argent. Pékin le sait. La Chine, qui a besoin de cerveaux neufs, a lancé une formidable opération de charme à destination des *Huaqiaos*. Les programmes d'incitation au retour mobilisent toutes les administrations : Académie des sciences de Chine, ministère de l'Éducation, Fondation des sciences naturelles. Les entreprises aussi se prennent au jeu, qui proposent parfois des salaires comparables à ceux offerts par les pays occidentaux ainsi que des primes.

Mais elle n'est pas la seule à se mobiliser. Le Vietnam, qui compte plus de 2,3 millions de *Vietkieus* dans le monde, pour seulement 38 000 étudiants vietnamiens inscrits dans les universités étrangères, n'est pas en reste. Thank Quang, né en France, est parti s'installer à Hô chi Minh-Ville (l'ancienne Saïgon). Il témoigne sur le site Internet.livinginvietnam.com : « *Depuis quelque temps le gouvernement favorise le retour des Vietnamiens et les encourage à investir. J'ai le sentiment que je pourrai faire plus de choses ici* ».

L'Inde accueille à bras ouverts ses ressortissants

Les pays en forte croissance (9 % pour la Chine, 7 % pour le Vietnam) font rêver les expatriés. Mais pour les plus pauvres, la diaspora les fait vivre. Les 8 millions de Philippins qui travaillent à l'étranger, sur une population de 88 millions de personnes, ont rapporté l'an dernier 10,7 milliards de dollars à l'archipel. Un chiffre qui devrait passer à 13 milliards en 2007. Aux États-Unis, les Vietnamiens milliardaires se comptent par dizaines. Pas moins de 18 % des ménages vietnamiens vivant à l'étranger gagnent 35 000 dollars par an et 16 % plus de 25 000 dollars. L'arme du retour au pays est à double tranchant. Les gouvernements concernés se montrent prudents.

L'Inde accueille à bras ouverts ses ressortissants qui ont acquis une expérience à l'étranger. Mais il aura fallu attendre le XXI^e siècle pour que le pays prenne conscience des atouts que représente sa diaspora. Ils sont surtout d'ordre financier : les Indiens exilés, depuis plusieurs générations parfois, ont réalisé de

coquettes économies. Elles intéressent le gouvernement de Delhi, tout comme leur savoir-faire et leur culture « moderne ». Au total, en effet, leur revenu annuel est estimé à 160 milliards de dollars, soit 35 % du PNB du pays ! Et les incitations des autorités vont de l'octroi de la double nationalité, exclusivement pour ceux qui détiennent un passeport américain, australien ou européen, à une véritable réhabilitation des Indiens de la diaspora dans l'histoire et la culture indienne.

La Corée du Sud valorise les universités locales

En Corée du Sud, où l'on ne cherche pas à faire revenir les expatriés, les autorités parient sur la valorisation des universités locales. Quelque 5 millions de personnes d'origine coréenne vivent à l'étranger, dont 2 millions en Chine. Mais 5,4 % seulement des étudiants sont inscrits dans des établissements situés hors de la péninsule. Et, affirme Lim Jeonhwa, directrice adjointe du département de l'outre-mer au ministère de l'Éducation à Séoul : « *Nous avons un taux record d'étudiants diplômés des universités et des grandes écoles qui s'installent en Corée du Sud et qui y restent* ».

C'est également le calcul que fait Taïwan qui, au lieu de faire rentrer ses diplômés, préfère les accompagner tout au long de leur scolarité. L'île nationaliste les aide financièrement et met un point d'honneur à maintenir à travers de multiples associations un contact extrêmement étroit avec les Taïwanais d'outre-mer. « *Ils représentent une force de travail importante pour les entreprises taïwanaises qui investissent à l'étranger* », explique-t-on au ministère des Affaires étrangères. Avant d'ajouter : « *Ils jouent aussi un rôle déterminant en défendant Taïwan dans les pays où ils résident.* » À commencer par la Chine continentale où un million de Taïwanais travaillent aujourd'hui. Ils y font tourner près de 50 000 entreprises et y ont investi plus de 100 milliards de dollars depuis le début des années 1990. Taïpeh sait pertinemment qu'ils ne reviendront pas.

Et il n'y a finalement guère que le Japon à ne pas se poser le problème des Japonais d'outre-mer. « *Il y en a qui partent à l'étranger et ne reviennent pas, mais ils ne sont pas nombreux* », assure un diplomate. « *Nous, c'est plutôt le contraire, les Chinois viennent au Japon et ne repartent pas en Chine !* »